



Troisième session

Montevideo, Uruguay

DISCOURS PRONONCE PAR LE GENERAL ANAPIO GOMES, CHIEF DE LA DELEGATION DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL LORS DE LA SEANCE DE CLOTURE DE LA TROISIEME SESSION DE LA CEPAL

Je voudrais, tout d'abord, exprimer notre reconnaissance de l'honneur que l'on a bien voulu faire à la délégation du Brésil, en lui demandant de s'adresser à vous, au nom des délégations de l'Amérique, de la France, de l'Angleterre et des Pays-Bas, au cours de cette cérémonie mémorable de clôture de la Troisième Session de la Commission économique pour l'Amérique latine, alors que nous nous trouvons réunis dans ce Palais Législatif de l'Uruguay, un des centres les plus représentatifs de la démocratie et de la liberté d'aujourd'hui,-

Ce plaisir et cet honneur sont d'autant plus grands, que nous achevons nos travaux dans un climat d'harmonie complète et de compréhension et que nous sommes arrivés - nous le constatons avec une pleine satisfaction - à des conclusions très importantes pour le développement économique des pays de l'Amérique latine et pour le commerce de ces pays entre eux et avec les autres pays du monde.

Nous devons souligner, au moment de mettre fin à nos travaux de Montevideo, un fait déjà signalé par plusieurs délégués, au cours des séances de la Conférence. C'est la première fois que,



dans une assemblée destinée à examiner les problèmes économiques de l'Amérique latine, nous avons eu à notre disposition une documentation technique d'une valeur aussi exceptionnelle, ayant fourni à nos débats et à nos décisions une base solide. On nous y a fait une esquisse générale très fidèle de l'économie latino-américaine, et ceci prouve bien que la CEPAL déploie une activité chaque année plus importante. En effet, si nous comparons les perspectives qui s'offraient à nous, il y a deux ans, à Santiago du Chili, lors de la création de la CEPAL, avec les résultats obtenus aussi bien au cours de la deuxième session tenue à La Havane qu'au cours de celle qui s'achève aujourd'hui, nous sommes amenés à conclure que les pays de l'Amérique latine sont en voie de trouver, peu à peu, un même dénominateur pour la solution de leurs problèmes économiques.

L'ensemble des recommandations approuvées ne constitue pas seulement une reconnaissance des difficultés existantes; il signale également nos possibilités et définit les objectifs du progrès matériel et de <sup>la</sup> stabilité sociale vers lesquels nous tendons.

Un des faits les plus caractéristiques de notre époque est, en ce qui a trait aux relations entre les peuples, l'importance chaque jour plus grande des décisions approuvées par les organisations internationales.

En ce qui concerne la CEPAL, ce fait nous a permis de définir l'ensemble des aspirations communes à une collectivité de nations voisines et d'indiquer, en même temps, les mesures qui sembleraient les plus appropriées pour la réalisation, dans le domaine économique, des objectifs fondamentaux de ces mêmes pays.



Il y a longtemps qu'en Amérique ces idéaux de coopération entre les nations ont trouvé leur expression dans le domaine juridique, grâce à une affinité spirituelle dont nous sommes fiers. Nous nous rendons maintenant compte qu'il existe aussi, en matière économique, une affinité semblable; cette constatation nous permettra, d'ailleurs d'unir nos efforts vers la solution du problème fondamental de l'Amérique latine: l'amélioration du niveau de vie des populations.

Il ne m'appartient pas de faire ici une analyse minutieuse de l'oeuvre réalisée par la troisième session; mais il convient, cependant, de signaler certaines contributions importantes qu'il nous a été donné d'apporter.

Je crois utile de citer à nouveau le document appelé, à juste titre, "le Catalogue du Développement économique de l'Amérique latine". Lorsque nous avons décidé, d'un commun accord, que, pour arriver à notre objectif principal, le développement économique de l'Amérique latine, il fallait accroître notre revenu réel et parvenir à une meilleure utilisation de nos ressources de main d'oeuvre et de matériel, tout en restant le moins vulnérable possible aux fluctuations et aux contingences de l'extérieur, nous étions également d'accord sur les solutions qui semblent les plus indiquées pour arriver à nos fins.

Parmi ces solutions, il nous semble opportun de mentionner, en raison de son importance toute spéciale, un programme de développement de l'industrie qui soit en harmonie avec le progrès de l'agriculture et des autres activités et puisse satisfaire aussi bien les nécessités de l'économie que celles des populations de chaque pays.

Dans ce but, nous avons recommandé l'adoption de mesures sus-

ceptibles d'encourager et de protéger nos activités, tendant à l'accroissement de nos exportations, sans pour autant diminuer le volume des échanges de produits de l'Amérique latine. En outre, toujours dans cet ordre d'idées, nous avons insisté sur la nécessité d'établir une politique susceptible d'éviter des déséquilibres dans les balances de paiements et qui puisse garantir la continuité et assurer le rythme ascendant de notre développement économique.

Nous n'avons pas non plus méconnu le rôle que joue l'assistance technique dans les programmes de développement économique; ceci fait d'ailleurs l'objet d'une conférence spéciale des Nations Unies, dont nous attendons les résultats avec impatience. A cet égard, nous avons obtenu, au cours de nos délibérations, que nous soit assuré le concours du Secrétariat de la CEPAL.

Dans le domaine de l'immigration, nous sommes arrivés à une heureuse conformité de vues. Il a été décidé unanimement de chercher une solution appropriée au problème du financement des grands courants d'immigration vers l'Amérique latine, solution qui tiendrait compte des possibilités économiques de chaque pays pour absorber ces courants.

Nous nous sommes également penchés sur le problème du crédit agricole qui est, nous le savons, un des facteurs principaux du progrès économique, d'une très grande importance d'ailleurs pour la plupart des pays de l'Amérique latine. Dans ce domaine, tous nos espoirs ont été placés sur un accord intervenu entre la CEPAL et l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation et qui a eu pour résultat la création de l'Unité Coopérative CEPAL-FAO, dont les travaux



seront d'une grande utilité pour la solution du problème.

Pour ce qui est des investissements de capitaux étrangers dans les pays de l'Amérique latine, nous sommes heureux de constater que la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement a montré récemment un intérêt toujours plus grand aux régions insuffisamment développées.

De plus, nous nous sommes efforcés d'obtenir, par l'intermédiaire de la CEPAL, d'une part, des renseignements qui nous permettent d'évaluer le montant des courants d'investissements qui se font vers nos pays, d'autre part des renseignements susceptibles de nous aider à éliminer un des obstacles qui s'opposent à l'accroissement de ces placements: je veux parler de la double imposition.

Les problèmes du commerce extérieur une fois divisés en deux groupes principaux, celui de nos relations avec l'Europe, nous avons essayé de réunir les éléments susceptibles de compléter les mesures visant au développement de ces relations, envisageant même une collaboration étroite entre la CEPAL et la Commission Économique pour l'Europe, afin de trouver les moyens les plus appropriés pour accroître le commerce entre le vieux continent et l'Amérique latine. Ces moyens devraient tenir compte, d'une façon pratique et équitable, des intérêts des deux groupes de pays. Il est de notre avis qu'il conviendrait de signaler ici l'importance du rétablissement d'un commerce normal entre l'Amérique latine et l'Europe.

Nous avons pu constater avec satisfaction, à mesure que nos travaux avançaient, le haut degré de collaboration existant entre la CEPAL et les divers organismes spécialisés des Nations



Unies, ainsi que le Conseil Interaméricain économique et social de l'organisation des États Américains.

Enfin, qu'il nous soit permis de faire remarquer que nos préoccupations n'ont pas été exclusivement d'ordre économique. Nous en avons une preuve dans la décision que nous avons prise de collaborer avec l'Unesco dans ses efforts vers l'établissement d'un échange culturel plus large entre nos pays et ceux du reste du monde. Il nous est agréable de mentionner ce fait car, sans aucun doute, il est impossible de méconnaître le besoin impérieux que nos pays ont de pouvoir disposer des éléments nécessaires à la diffusion de l'éducation, de la science et de la culture.

Voilà, Mesdames et Messieurs, un bref résumé de l'oeuvre réalisée par la troisième session de la CEPAL. La délégation du Brésil se fait un honneur d'avoir participé à cette tâche, que nous voulons croire hautement constructive, aux côtés d'autres brillantes délégations, constituées par des politiciens, des techniciens et des économistes des pays de l'Amérique, de France, d'Angleterre et des Pays-Bas.

Il serait injuste de ne pas signaler aussi la collaboration précieuse apportée par les économistes et les fonctionnaires de la CEPAL.

Nous sommes certains que la CEPAL, et tout particulièrement le Centre d'Investigations de la CEPAL, pourront prêter encore de plus grands services à l'Amérique latine. En attendant, nous croyons pouvoir affirmer que, à l'avenir, il nous sera impossible de parler de nos problèmes économiques fondamentaux sans avoir recours aux travaux du Secrétariat



de la CEPAL, qui forment déjà, comme l'a si bien dit un des délégués, le patrimoine de l'Amérique latine.

Les journalistes de l'Uruguay ont coopéré utilement à la tâche que nous venons de résumer. Nous leur témoignons ici toute notre gratitude.

Nous ne voudrions pas terminer sans parler, de façon toute spéciale, de l'accueil aimable et cordial qui nous a été fait par les autorités et le peuple de l'Uruguay. Nous sommes sûrs d'interpréter fidèlement, une fois de plus, la pensée de toutes les délégations en disant que la sympathie avec laquelle nous avons été reçus dans cette belle ville hospitalière ne mérite vraiment que nos plus grands éloges et toute notre gratitude. La Troisième session de la CEPAL a effectué ses travaux, à la satisfaction de tous, dans l'ambiance accueillante d'une grande nation. Grande, je le répète, car la valeur d'un pays ne se mesure pas par l'étendue de son territoire, mais par sa culture, par son éducation et par l'activité de sa population, ainsi que par ses institutions politiques, son administration, son esprit de liberté et son influence dans le domaine international. Sous tous ces aspects, l'Uruguay est une grande nation, une nation exemplaire.

Et à ce grand pays, à son Gouvernement et à son peuple, les délégations qui assistent à la troisième session de la CEPAL veulent, par l'intermédiaire de ces paroles simples et sincères du chef de la délégation du Brésil, rendre un hommage de gratitude et de respect.